



Les Évènements Territoires Conseils

➤ Destinés aux élus et techniciens des communes et des structures intercommunales

AFFAIRES EUROPÉENNES

BREF (briefing de l'Europe en France)

➤ **Vendredi 25 mars**
10h30-11h30

Éléments abordés :
Le panorama des subventions européennes :

- ➔ Actions directes gérées par la Commission ou ses agences,
- ➔ Fonds structurels gérés en région,
- ➔ Les principales étapes de constitution d'un dossier de demande de subvention,
- ➔ Les grands principes à respecter pour rendre un projet éligible à ces fonds et boucler son plan de financement.

ASPECTS INSTITUTIONNELS ET JURIDIQUES

Le cadre juridique des aides économiques des communes et EPCI : fondamentaux juridiques et zoom sur les dispositions du plan de relance

➤ **Judi 20 janvier**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ La notion d'aide économique,
- ➔ La répartition des compétences entre les acteurs publics, et notamment au sein du bloc communal,
- ➔ La notion d'aide d'Etat,
- ➔ Maintien des services en milieu rural, aides aux professionnels de santé et aides à l'immobilier d'entreprise,
- ➔ Le volet « compétitivité des entreprises » du plan de relance a-t-il modifié ce cadre juridique ?
- ➔ Les aides accordées dans le cadre du plan de relance sont-elles intermédiées par le bloc local ?

Les élus locaux face au risque de corruption (en partenariat avec Transparency International)

➤ **Judi 10 février**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ La maîtrise du risque de corruption au moyen d'une parfaite information,
- ➔ Les exigences juridiques de prévention,
- ➔ La maîtrise d'un socle solide de connaissances ET une attitude volontariste comme réponse au risque de corruption.

Présentation de la loi 3DS : les principales dispositions intéressant les collectivités territoriales

➤ **Judi 24 février**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Les principaux objectifs et leur déclinaison,
- ➔ La volonté de vivifier la démocratie locale,
- ➔ La simplification de certaines procédures d'aménagement,
- ➔ L'assouplissement du fonctionnement des services communs,
- ➔ Le renforcement des politiques locales de santé,
- ➔ Des mesures techniques de simplification.

La prévention de la corruption dans les marchés publics locaux (en partenariat avec Transparency International France)

➤ **Judi 10 mars**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Les différentes formes du risque de corruption dans les marchés publics,
- ➔ La lutte contre cette corruption à travers une démarche de prévention active de l'acheteur public,
- ➔ La maîtrise des différents outils existant pour garantir une passation exemplaire,
- ➔ Les fondamentaux juridiques de la transparence et vigilance et les bonnes pratiques volontaristes.



Cantines scolaires : la loi EGALIM au menu

➤ **Judi 17 mars**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Le calendrier de mise en œuvre de ces dispositions,
- ➔ Les filières et les produits concernés,
- ➔ Les objectifs de diversification des menus et de lutte contre le gaspillage alimentaire,
- ➔ Les objectifs de réduction des usages du plastique,
- ➔ Les collectivités concernées par les mesures de soutien du plan de relance,
- ➔ Les biens et services qui pourront être financés dans le cadre de ce dispositif.

La zéro artificialisation nette : quelle planification intégrer dans les documents d'urbanisme ?

➤ **Judi 31 mars**
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ La définition et l'artificialisation des sols et les enjeux des prochaines décennies,
- ➔ La trajectoire de planification et d'encadrement de la réduction de ce phénomène dans les différents documents locaux d'urbanisme,
- ➔ Les leviers juridiques d'encadrement de l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs.

La gestion des cimetières communaux et intercommunaux : fondamentaux juridiques et zoom sur la zéro artificialisation nette

➔ Jeudi 14 avril
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ La création, agrandissement et translation des cimetières, notamment au regard des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols,
- ➔ La police des cimetières et des funérailles,
- ➔ Principes de responsabilité administrative dans la gestion des cimetières,
- ➔ Les différents aménagements (site cinéraire, jardin du souvenir, ossuaire, caveau provisoire, columbarium),
- ➔ Le service extérieur des pompes funèbres,
- ➔ Les carrés confessionnels.

L'accord-cadre : un instrument sur mesure de passation et d'exécution des marchés publics

➔ Jeudi 5 mai
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ L'opportunité de recourir à un accord-cadre,
- ➔ La détermination éventuelle d'un minimum et/ou d'un maximum et les conséquences de la jurisprudence européenne « Simonsen » (CJUE, 17 juin 2021) en tant qu'elle impose la fixation d'un montant maximum,
- ➔ La passation et l'attribution des marchés subséquents,
- ➔ Les accords-cadres à bons de commande,
- ➔ Les spécificités relatives à l'exécution des accords-cadres.

La rénovation thermique des bâtiments au cœur du Plan de relance

➔ Jeudi 19 mai
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Les éléments de contexte de la rénovation des bâtiments,
- ➔ Les enjeux de réduction des dépenses énergétiques,
- ➔ Les pistes de transition vers des bâtiments plus durables,
- ➔ Le financement de la transition énergétique,
- ➔ Les économies d'énergie dans les bâtiments qui ne sont pas publics, en particulier à usage d'habitation, à la lumière de la loi Climat et Résilience.

Les collectivités territoriales et les économies d'énergie à l'heure de la loi Climat et résilience

➔ Jeudi 16 juin
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Les implications de la nouvelle loi « climat et résilience »,
- ➔ Les contrats de relance et de transition écologique, déclinaison territoriale du Plan de relance,
- ➔ Les enjeux de la consommation d'énergie dans les territoires,
- ➔ Les diagnostics des postes d'économies d'énergie,
- ➔ Une approche globale et transverse (eau potable, GEMAPI, urbanisme, artificialisation des sols, éclairage public, énergie photovoltaïque, éoliennes, rénovation énergétique des bâtiments, loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ...).

Le permis de louer, un instrument de préservation de la salubrité des logements locatifs et de contrôle des locations touristiques

➔ Jeudi 7 juillet
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ Les conditions d'application du permis de louer,
- ➔ Les cas pour lesquels soit une déclaration, soit une demande d'autorisation est requise,
- ➔ Les biens concernés,
- ➔ Les sanctions applicables en cas de manquements,
- ➔ Comment ce régime juridique est à confronter avec les autorisations déjà existantes au titre du code du tourisme,
- ➔ Les règles applicables aux meublés de tourisme.

BIODIVERSITÉ

Réussir son projet de Paiements pour Service Environnementaux (PSE)

➔ Mardi 29 mars
10h30-12h

Éléments abordés :

- ➔ La présentation du guide méthodologique du service d'ingénierie territoriale de la Banque des territoires,
- ➔ Les principaux écueils et critères de réussite de projets PSE,
- ➔ Un focus sur les volets juridiques et économiques,
- ➔ Des Retours d'expérience.

Mobiliser les acteurs de son territoire autour des enjeux de biodiversité

➔ Mai

Éléments abordés :

- ➔ La présentation des Plateforme d'Information Biodiversité (PIB) et Plateformes d'acteurs et d'actions en faveur de la biodiversité (PAAB),
- ➔ Les leviers de mobilisation et d'impli-

cation réelle de personnes et d'acteurs dans le but d'une action commune, coconstruite, copilotée,

➔ Des retours d'expérience terrain.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Créer une dynamique de développement dans une commune rurale

➔ Mars

Éléments abordés :

Alors que le programme Petites Villes de Demain s'engage et consacre le rôle structurant des bourgs-centre à l'échelle de bassins de vie, des petites communes rurales peuvent également initier avec succès des démarches de développement, à partir d'une volonté politique affirmée et d'un fort investissement sur le cadre de vie et l'écologie.

- ➔ Quels sont les ressorts de ces dynamiques de développement ?
- ➔ Quelles sont les conditions de leur efficacité ?
- ➔ Quels sont les leviers ou les points d'attention principaux ?
- ➔ Comment trouver des moyens et mobiliser les partenaires ?
- ➔ Comment associer les habitants et comment expliquer la démarche ?

Le numérique, levier de transformation et de consolidation du tissu commercial de proximité

➔ Avril

Éléments abordés :

Si le e-commerce ne représente que 9,1% du commerce de détail en France, sa dynamique de progression est forte et bouscule les modèles traditionnels de distribution commerciale.

- ➔ Dans ce contexte de transformation accélérée, quelle est encore la place du territoire ?
- ➔ Comment le tissu commercial de proximité peut-il s'adapter pour offrir des alternatives aux grandes plateformes ?
- ➔ Est-il possible de mutualiser à l'échelle territoriale des solutions numériques efficaces ?
- ➔ Dans quelle mesure les collectivités locales peuvent-elles jouer un rôle dans les transformations à engager ?

EAU

Réussir son projet de Paiements pour Service Environnementaux (PSE)

➔ Vendredi 8 avril
10h-12h

Éléments abordés :

- ➔ La réalisation d'un schéma directeur

eau et/ou assainissement : les enjeux de ce type de démarche,

- La réglementation en matière de connaissance et de planification des infrastructures d'eau et d'assainissement,
- L'identification des points de vigilance : choix des prestataires, gouvernance de l'étude, phasage et durée de l'étude,
- Les outils pertinents et les bonnes pratiques mises en œuvre dans ce sens,
- Les financements possibles.

Protection de la ressource en eau : acteurs et réglementation, leviers d'action et bénéfiques - l'exemple de l'articulation baignade et assainissement

➤ **Vendredi 24 juin**
10h-12h

Éléments abordés :

- Les acteurs et la réglementation en matière de protection de la ressource en eau,
- Les leviers d'action et les retombées positives : de l'amélioration des performances en matière d'assainissement à de nouvelles possibilités de loisirs – le cas de la baignade,
- Focus sur des expériences locales.

FINANCES ET FISCALITÉ LOCALES

Les dispositions de la Loi de finances intéressant les collectivités locales

➤ **Mardi 18 janvier**
10h30-12h

Éléments abordés :

- Les nouvelles dispositions concernant la fiscalité locale,
- Les nouvelles dispositions concernant les finances locales,
- L'évolution de la DGF et des dotations de péréquation.

Fonds de compensation de la TVA : quels principes et quels changements depuis l'automatisation ?

➤ **Jeudi 24 mars**
10h30-12h

Éléments abordés :

- Le FCTVA permet de compenser la TVA acquittée par les collectivités locales dans leurs dépenses d'investissement et certaines de leurs dépenses de fonctionnement.
- La Loi de finances pour 2021 a organisé l'automatisation progressive de la gestion du fonds ; elle a aussi modifié l'assiette d'éligibilité des dépenses. L'année 2021 a constitué une première phase d'expérimentation : quelles conclusions en tirer à ce stade ?

DGF : comprendre son fonctionnement pour les communes et EPCI en 90 minutes

➤ **Jeudi 7 avril**
10h30-12h

Éléments abordés :

- L'enveloppe de la Dotation globale de fonctionnement est d'une architecture complexe. A l'aube de l'application progressive d'une réforme des indicateurs financiers et fiscaux prévue par la loi de finances pour 2022, quels seront les points de vigilance que les collectivités devront maîtriser pour faire face à une répartition modifiée ?

MOBILITÉ

Mobilité au sein des agglomérations moyennes et en milieu rural : enjeux et modalités de conception d'un plan de mobilité simplifié

➤ **Vendredi 1^{er} avril**
10h30-12h

Éléments abordés :

- Un plan de mobilité simplifié : pour quels types de territoires ? Avec quels objectifs ?
- Le plan de mobilité dans l'écosystème institutionnel : quelle articulation avec les autres documents de planification ?
- Les acteurs parties prenantes de la démarche,
- La phase de diagnostic : quel niveau d'ambition et quel degré de précision ?
- Sur quelles méthodes s'appuyer et quels en sont les avantages et limites ? Quels en sont les coûts financiers et en termes de temps d'analyse ? Comment les combiner ?
- La construction du plan d'actions : points de vigilance et bonnes pratiques pour préparer le passage à l'action.

Réseaux de transports urbains : vers des flottes de véhicules propres (électricité, hydrogène, GNV)

Comment opérer le changement des flottes de bus et véhicules de transports collectifs routiers dans des conditions techniques, juridiques et financières prévisibles et sécurisés pour l'autorité organisatrice de la mobilité ?

➤ **Épisode 1** ➤ **Vendredi 20 mai**
10h30 - 12h

Éléments abordés :

- Le cadre juridique : obligations, réseaux concernés,
- Le panorama des solutions techniques : cas du transport urbain, cas du transport interurbain,
- Les contraintes : techniques, opérationnelles, contractuelles et financières,

→ Les conséquences pratiques du changement d'énergie : véhicules, centre de maintenance, approvisionnement.

➤ **Épisode 2** ➤ **Vendredi 20 mai**
10h30-12h

Éléments abordés :

- Le point de vue de l'opérateur, le point de vue de l'AOM : impacts techniques et conséquences, le cas échéant, sur les clauses contractuelles de la DSP,
- Les aspects économiques : coût, impacts selon le mode de gestion, modalité de financement,
- La gouvernance du projet de changement énergétique (acteurs, phasage, organisation),
- L'impact environnemental.

TRANSITION ALIMENTAIRES

Élaborer un projet alimentaire territorial inclusif

➤ **Juin**

Éléments abordés :

- Comment construire un projet alimentaire territorial inclusif associant le plus largement l'ensemble des populations en situation précaire ?
- Comment faire du projet alimentaire territoriale un levier efficace de santé publique et de lutte contre la précarité alimentaire ?
- Sur la base de présentations de cadrage, de témoignages d'expériences territoriales et de leur mise en perspective, cette webconférence a pour objectif de partager les enjeux, tirer enseignement d'expériences territoriales avancées et repérer des éléments de méthode transférables.

SANTÉ

Lutter contre les déserts médicaux - Les Maisons de santé

➤ **Avril**

En partenariat avec l'AMRF

Alors que le nombre de médecins baisse fortement, l'accès aux soins pour tous et partout sur le territoire est plus que jamais a

Éléments abordés :

- Maisons de santé pluriprofessionnelles et centres de santé, de quoi parle-t-on ?
- Le montage et le financement d'une maison de santé,
- Les points de vigilance.

POUR VOUS INSCRIRE À UN ÉVÈNEMENT TERRITOIRES CONSEILS

» Rendez-vous sur le site www.banquedesterritoires.fr

Espace Territoires Conseils - Rubrique Tous nos événements

Les webconférences et les journées thématiques offertes aux élus et techniciens des collectivités, permettent un accès direct à des experts et s'accompagnent de comptes-rendus et de fiches pédagogiques.

Les inscriptions se font en ligne, elles nécessitent la création d'un compte « Banque des Territoires ».

→ banquedesterritoires.fr/liste-des-evenements-et-teleconferences

Les dates des événements peuvent être modifiées, inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir les informations. www.banquedesterritoires.fr/les-newsletters

Contact :
territoiresconseils@caissedesdepots.fr ou 01 58 50 75 75

MODALITÉS TECHNIQUES POUR LES WEBCONFÉRENCES

- Vous devez disposer de la version la plus récente d'Adobe Flash Player.
- Une connexion Internet haut débit en filaire (Ethernet) ;
- Pour un meilleur confort d'écoute, nous vous recommandons d'utiliser :
- Un casque audio connecté à votre ordinateur.

▶ Vous recevrez toutes les informations pratiques par email, quelques jours avant l'évènement.

banquedesterritoires.fr

  | @BanqueDesTerr